

EDITO

Bureaucraties

Un an aura passé depuis l'accession au pouvoir de Sarkozy, sans réaction convergente majeure des salariés pourtant premières victimes des « réformes » menées tambour battant par le pouvoir. Aux attaques annoncées dans le programme de l'UMP ou du Medef sont venu s'ajouter les conséquences de la spéculation financière sur les matières premières, avec des plans de licenciements, des fermetures d'usines, et un niveau de vie sensiblement diminué pour le maintien des profits boursiers. Et pourtant... la riposte n'est pas venue.

Elle n'est pas venue des partis de la gauche officielle et institutionnelle. Le Parti socialiste a passé quelques mois à critiquer le gouvernement sur la forme, le président sur son style, tout en étant d'accord sur le fond des réformes. Il faut dire que cela n'est pas nouveau. La casse des services publics au nom de la « modernisation », la précarisation des salariés du public comme du privé, la chasse aux sans-papiers, les attaques contre les chômeurs, le laminage des retraites : tout cela la gauche plurielle (PS, PCF et Verts) l'a pratiqué quand elle était au pouvoir jusqu'en 2002, et seuls ceux qui ont la mémoire courte et sélective peuvent l'avoir oublié. Pour le reste, le PS a relancé sa guéguerre des chefs pour 2012, puisque c'est ce qui l'intéresse et non pas le sort de la population.

La riposte convergente n'est pas non plus venue des appareils syndicaux qui, à l'inverse, ont passé le printemps à égrener les journées d'action et à disperser la mobilisation sociale : un jour les retraites, un autre la Fonction publique, un troisième les 35 heures, etc. Il faut dire que simultanément, les bureaucraties dirigeantes des principales centrales syndicales, CGT et CFDT en tête, ont pratiqué la négociation-marathon avec le Medef comme avec gouvernement. Pour obtenir quoi ? L'évitement de la grève pour sûr. Sur le fond, Fillon et Cie ont pour l'instant gagné sur toute la ligne.

Pour qui se situe dans le camp de la majorité, il y a une sorte de paradoxe : notre faiblesse collective nous met en situation de dépendance à l'égard d'organisations dont les chefs sont de fieffés bureaucrates, garants des intérêts d'appareils dont ils se dispu-

tent la « représentativité » plutôt que de ceux des travailleurs. Ce n'est pas faute de lutter, puisque les multiples mobilisations des dernières semaines, des travailleurs sans-papiers aux salariés licenciés en passant par les fonctionnaires, indiquent qu'une fraction notable des salariés n'est pas prête à baisser la garde.

Là où le bât blesse, c'est dans la capacité qu'ont les gouvernants et les bureaucrates syndicaux, main dans la main, à diviser les travailleurs et la population pour le meilleur compte du patronat. En mai et juin 2003 déjà on a vu les dirigeants des mêmes syndicats freiner autant que possible l'extension de la grève pour en bout de course accoucher d'une pétition, et enregistrer une défaite sur la réforme des retraites. A l'égal des notables socialistes, ces gens ont trop d'intérêts à défendre dans le système pour être nos amis.

Alors au travers de chaque lutte, de chaque mobilisation, à l'intérieur de chaque structure militante, syndicale ou autre, c'est à chacun de nous de mettre tout en œuvre pour sortir nos revendications de l'isolement et faire progresser l'idée de la convergence des luttes. Au-delà, mettons à l'ordre du jour la construction d'un comité de lutte pour la grève générale, d'une coordination nationale de comités locaux qui travaille à la convergence des luttes. Nous n'avons plus rien à attendre des partis et des syndicats dits représentatifs. Ce n'est que par un travail patient, acharné et systématique dans ce sens, « par en bas », qu'on parviendra à construire un mouvement d'ensemble dans les mois ou années à venir.

.Vous voulez contribuer au Termite ?

N'hésitez pas à envoyer vos contributions, informations, coups de gueule, dates, illustrations, bandes dessinées, etc.

à l'adresse : bulletin-rezo-antik@nancy-luttes.net

Carnet de voyage en pays occupé

Sixième partie. Bethléem et fin du voyage

A Bethléem nous avons rendez-vous avec A., un contact qui nous a été donné par une infirmière anglaise rencontrée à Jérusalem. Nous nous interrogeons sur l'exercice du droit et de la justice israélienne sur la population des territoires palestiniens. A. travaille dans une organisation d'assistance et de soutien aux familles de Palestiniens incarcérés. Il nous explique que dans les territoires occupés, c'est la justice militaire qui s'applique sur la population. Depuis 2000 notamment, la loi israélienne permet d'arrêter tout Palestinien sans charge au prétexte de préserver la sécurité d'Israël. A partir de 14 ans, les enfants sont traités comme des adultes. Avant d'être incarcérés, les prisonniers arrêtés au combat, mais aussi simplement pour jets de pierre ou participation à une manifestation, passent des interrogatoires musclés. Pieds et mains attachés, ils reçoivent des coups, les soldats sautent sur eux à pieds joints, les aspergent de gaz lacrymogène. Au bout d'une ou deux séances, ils avouent n'importe quel délit, même

mineur, mais suffisant pour passer devant un tribunal militaire. Le jugement est expéditif, souvent l'accusé est défendu par un avocat commis d'office. En prison, aucune visite n'est possible : non seulement la famille n'est pas plus autorisée à se déplacer dans son propre pays que n'importe qui d'autre, mais elle n'a évidemment pas le droit de se rendre en territoire israélien. Les cellules ne font guère plus que la taille d'un lit, sans WC, les prisonniers ont l'autorisation de s'y faire accompagner une fois par jour.

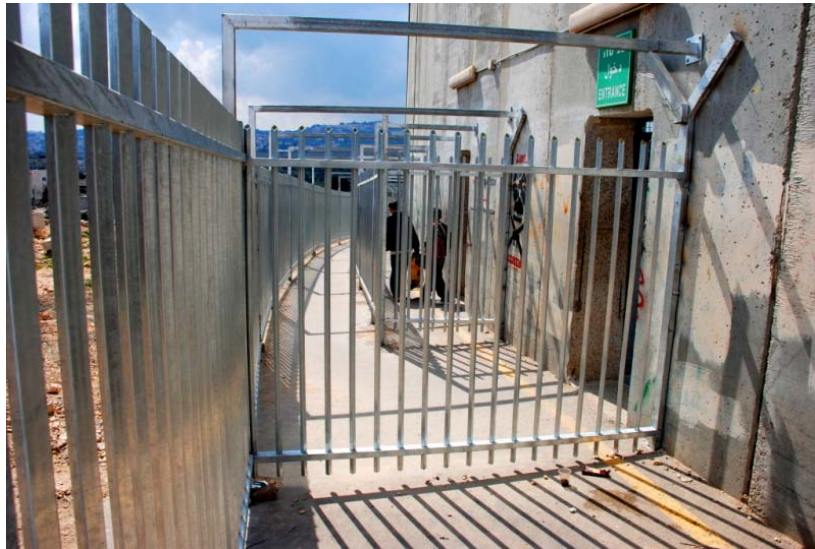
A. nous montre une vidéo. Un gamin de 12 ans témoigne. Il s'est fait arrêter pour avoir jeté des pierres contre des soldats. Si une véritable condamnation à de la prison n'est possible qu'à partir de 14 ans, à partir de 12 ans les enfants peuvent faire l'objet d'une mesure plus courte de détention préventive. Le gamin raconte avoir tenté de se suicider par deux fois : l'une en essayant d'avaler des lames de rasoir, l'autre en se pendant. Les images montrent les difficultés qu'a éprouvées sa famille à avoir de ses nouvelles. Au terme de la mesure de détention provisoire, il est libéré sous condition pendant un an. On le prévient qu'à ses 14 ans il sera traduit à nouveau devant le juge militaire. Le gamin n'attendra pas cette échéance. Il y a deux mois, il a été abattu dans une rue de Bethléem. A. nous raconte l'issue de cette histoire avec beaucoup d'émotion. C'est lui qui s'était occupé de sa famille.



Lorsque l'on se promène dans les rues de Bethléem, impossible de ne pas voir cet imposant mur qui serpente la ville de toute part. Au cœur de Bethléem, se trouve le tombeau de Rachel, le troisième lieu saint du judaïsme. Pour inclure ce monument dans son territoire, Israël fait entrer le mur au beau milieu de la ville, entourer le tombeau et ressortir de la ville, si bien qu'il est devenu impossible pour la population locale de la traverser sans effectuer un important détour. Le mur zigzague véritablement entre les bâtiments. Nous croisons certaines maisons littéralement encerclées par ce mur vertigineux bouchant la vue de la quasi-totalité des fenêtres. Ce mur de huit mètres de haut est semblable à un bras qui pénètre en plein centre de Bethléem. En s'éloignant un peu sur les hauteurs de la ville nous croisons avec surprise des bergers qui font paître leurs chèvres en pleine ville sur un maigre carré d'herbe. Nous en comprenons rapidement la raison : arrivés à une certaine hauteur nous pouvons apercevoir de l'autre côté du mur des hectares entiers de champs d'oliviers

confisqués à la population de Bethléem.

Pour nous, il est temps de quitter la Palestine, mais nous ne sommes pas au bout de nos surprises. Nous nous rendons à l'unique check-point qui sépare Bethléem de Jérusalem. Les deux villes sont distantes d'à peine une dizaine de kilomètres. Avant la construction du mur et l'annexion de la totalité de la ville de Jérusalem par Israël, de nombreux Palestiniens s'y rendaient pour travailler, étudier, se soigner. Aujourd'hui, certains y sont encore autorisés à condition de présenter un laissez-passer obtenu sur présentation d'un contrat de travail ou d'un document attestant d'une nécessité médicale impérative. Pour ceux-là, chaque jour est fait de patience. Au pied du mur, un parking où voitures et taxis déposent leurs passagers et où des vendeurs de boissons et de nourriture soulagent un peu les candidats à la traversée de leurs longues heures d'attente. Le long du mur, une étroite cage s'étend sur plusieurs centaines de mètres dans laquelle les gens font la queue avant de le traverser. C'est vers 4 ou 5h du matin que c'est le plus impressionnant. A l'heure où nous y sommes, il y a peu de monde.



Mais P., la photographe chez qui nous avons dormi la veille, nous a montré des photos prises en cette heure matinale : on y voit des centaines de personnes parquées qui attendent comme des bestiaux dans cette cage, certains finissant leur nuit au sol. Impossible de se représenter comment on peut attendre ainsi quotidiennement, qu'il pleuve, vente ou même gèle, en bonne santé ou bien malade si l'on doit se rendre à Jérusalem pour des soins. Arrivés au bout de la cage, on traverse le mur pour entrer dans un immense hangar de la taille d'un hall d'aéroport. Ici, il faut encore attendre, longtemps, en suivant les zigzags des barrières, avant de passer le premier grand tourniquet. Puis, un soldat derrière une vitre ordonne à tout le monde d'enlever son sac, sa veste, sa ceinture, de vider ses poches et de les poser sur le tapis roulant du scanner. Une lumière passe du rouge au vert pour signaler que l'on peut passer le portail électronique. Derrière une autre vitre, un soldat fait signe de présenter ses papiers, il les contrôle longuement, puis les retend froidement en faisant signe d'avancer. S'il est de bonne humeur, il ne dit pas un mot. Au moindre souci, il hurle et renvoie sans discuter l'individu d'où il vient. Une fois sortis du côté israélien, nous voyons les bus et les voitures israéliennes qui, elles, ont droit à un passage dédié et facilité. Au dessus, trône encore cet immense panneau signé par le ministère du

tourisme israélien qui lance : « Que la paix soit avec vous ». Il est destiné aux pèlerins chrétiens semblables à ceux que nous avons rencontrés à l'auberge de Jérusalem. Des territoires occupés, ils ne voient rien. Des bus de tourisme passent par cette entrée pour les déposer directement devant l'église de la nativité. A côté d'elle, ils sont emmenés dans une supérette de souvenirs où l'on peut acheter vierges et crucifix pour touristes avant de repartir comme ils sont arrivés.

Avant de quitter Israël nous avons un peu de temps devant nous et décidons tout de même d'aller voir la tombe de Rachel. Nous prenons une de ces navettes qui font l'aller-retour toutes les heures. A son arrivée, nous nous retrouvons dans un bus rempli de familles juives orthodoxes habillées selon la tradition. Les femmes sont devant et les hommes derrière. Dans le bus pas un mot, pas un bonjour. Le bus s'engouffre entre ces deux murs dans la ville de Bethléem. A droite comme à gauche nous ne voyons rien à l'exception de ces imposantes plaques de béton qui défilent. Le voyage est long et nous pensons à ce que nous venons de voir de l'autre côté, cette ville fendue en deux par ce mur, des gens séparés de leurs voisins, et des terres confisquées. Arrivés devant le tombeau, le bus nous dépose juste devant l'entrée. Il n'y a rien d'autre à voir dans ce cul-de-sac. Une fois à l'intérieur, interdit d'en ressortir avant que la navette suivante n'arrive. La tombe est à cheval sur deux pièces : une face réservée aux femmes, les trois autres pour les hommes. Ici, comme devant le mur des lamentations, on prie à haute voix des heures durant en ce balançant d'avant en arrière. A nouveau, comme à Jérusalem, nous pensons au prix que le fanatisme religieux fait payer à un peuple entier. Impossible pour nous d'oublier ce mur qui s'impose devant nous et de tous les côtés. Mais ces fidèles semblent ne pas y songer une seconde. Au vu de l'accueil qui nous a été réservé en montant dans le bus, nous n'oserons pas nous aventurer à poser une quelconque question.

Notre avion est à quatre heures du matin. Avant de nous rendre à l'aéroport nous refaisons un passage à l'auberge de Jérusalem. On nous a prévenu que pour toute personne s'étant rendue dans les territoires occupés, il est indispensable de se débarrasser de toute trace avant le contrôle de sécurité de l'aéroport Ben Gurion. Il nous faudra tout vider, tout trier. Chaque poche de pantalon doit être vérifiée. Nous nous séparons du moindre ticket de bus. Nous passons dans un cyber-café pour graver toutes nos photos et enregistrements audio sur CD avant de les effacer. Nous faisons un détour par un bureau de poste de Jérusalem-Ouest d'où nous envoyons en recommandé les CD ainsi que nos carnets de notes et tout ce dont nous ne voulons pas nous séparer. En prenant le taxi pour l'aéroport nous croisons le chantier du futur tramway de Jérusalem au parcours contesté : il doit relier le centre de la ville à 3 colonies en plein territoire occupé. Ce chantier illégal au yeux du droit international a été confié à deux célèbres entreprises multinationales françaises : Alstom et Veolia-Connex. Comble de l'histoire, là où nous nous trouvons est en construction une immense place flambant neuve qui doit accueillir de nombreux commerces ainsi que l'une des plus importantes stations du tramway. Son nom : *Tsahal square*, place de l'armée israélienne.

Nous arrivons à l'aéroport. Consigne nous a été donnée d'arriver au moins trois heures avant l'enregistrement. Ici, la procédure de sécurité n'a rien à voir avec la plupart des aéroports. Nous avons droit à un véritable questionnaire en bonne et due forme : d'où venez vous? Qu'avez vous fait en Israël? Vous êtes vous rendus en territoire occupé? Avez-vous rencontré quelqu'un que vous ne connaissiez pas? Vous a-t-on remis un paquet? Pourquoi avez-vous un visa algérien sur votre passeport? Qu'êtes vous allé faire en Algérie? Connaissez-vous des Algériens? etc. etc. Nous devons passer ensuite nos sacs dans un immense scanner de la taille d'un gros container de semi-remorque. Il y en a plusieurs alignés les uns à côté des autres. Puis, un peu plus loin, pour certains c'est la véritable fouille. Ce sera notre cas. Tout est vidé, jusqu'au linge sale. Les ordinateurs portables sont allumés, passés dans une machine, les appareils photos et téléphones portables également. Notre enregistreur numérique n'a plus de pile et nous n'avons pas le chargeur ; on nous signale que son contenu ne pouvant être inspecté, il nous sera confisqué. Nous nous fâchons, mais la responsable nous rétorque en une phrase : *mon seul souci est la gestion de la sécurité dans cet aéroport, pas la valeur de votre appareil ; si vous n'êtes pas satisfaits, rien ne vous oblige à revenir en Israël.* On nous promet que l'appareil sera renvoyé par le même avion dans quelques jours. Ce sera le cas une quinzaine de jours plus tard, après plusieurs coups de fil de réclamation. Nul doute que toute cette procédure n'a pour objectif que d'entretenir le climat de terreur.

Une fois rentrés chez nous, il nous aura fallu plusieurs mois de recul avant de pouvoir revenir sur cette expérience et en parler sereinement. Au-delà des conditions de vie infligées à la population palestinienne, c'est sûrement l'incroyable esprit de résistance qui restera gravé dans notre mémoire : celui des Palestiniens, mais surtout celui, à Bil'in, où Palestiniens et activistes d'Israël et du monde entier sont unis contre les armes impérialistes. Loin des préjugés véhiculés par les médias sur le fanatisme et le terrorisme, de Palestine il nous reste l'image d'une population formidablement ouverte sur le monde, avec laquelle on peut librement et facilement partager un point de vue qui ne répond pas nécessairement aux mêmes problématiques. A Bil'in notamment, nous avons vu paysans palestiniens sans terre, anarchistes israéliens et anti-impérialistes occidentaux unis avec la même ferveur pour défendre des valeurs identiques.

L'Appel d'outre-tombe

« La concurrence »

« La concurrence est l'expression la plus parfaite de la guerre de tous contre tous qui fait rage dans la société bourgeoise moderne. Cette guerre, guerre pour la vie, pour l'existence, pour tout, et qui peut donc être, le cas échéant, une guerre à mort, met aux prises non seulement les différentes classes de la société, mais encore les différents membres de ces classes; cha-

cun barre la route à autrui; et c'est pourquoi chacun cherche à évincer tous ceux qui se dressent sur son chemin et à prendre leur place. Les travailleurs se font concurrence tout comme les bourgeois se font concurrence. Le tisserand qui travaille sur un métier entre en lice contre le tisserand manuel, le tisserand manuel qui est sans travail ou mal payé contre celui qui a du travail ou qui

est mieux payé, et il cherche à l'écartier de sa route. Or, cette concurrence des travailleurs entre eux est ce que les conditions de vie actuelles ont de pire pour le travailleur, l'arme la plus acérée de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat. D'où les efforts des travailleurs pour supprimer cette concurrence en s'associant; d'où la rage de la bourgeoisie contre ces associations et ses cris de triomphe à chaque défaite qu'elle leur inflige.

Le prolétaire est démuné de tout; il ne peut vivre un seul jour pour soi. La bourgeoisie s'est arrogé le monopole de tous les moyens d'existence au sens le plus large du terme. Ce dont le prolétaire a besoin, il ne peut l'obtenir que de cette bourgeoisie dont le monopole est protégé par le pouvoir d'État. Le prolétaire est donc, en droit comme en fait, l'esclave de la bourgeoisie; elle peut disposer de sa vie et de sa mort. Elle lui offre les moyens de vivre, mais seulement en échange d'un « équivalent », en échange de son travail; elle va jusqu'à lui concéder l'illusion qu'il agit de plein gré, qu'il passe contrat avec elle librement, sans contrainte, en être majeur. Belle liberté, qui ne laisse au prolétaire d'autre choix que de souscrire aux conditions que lui impose la bourgeoisie ou de mourir de faim, de froid, de s'allonger tout nu pour dormir avec les bêtes des bois. Bel « équivalent », dont le montant est laissé à l'arbitraire de la bourgeoisie ! Et si le prolétaire est assez fou pour préférer mourir de faim, plutôt que de se soumettre aux « équitables » propositions des bourgeois, « ses supérieurs naturels », eh ! bien, il s'en trouvera bien vite un autre qui accepte, il y a assez de prolétaires de par le monde, et tous ne sont pas si insensés qu'ils préfèrent la mort à la vie.

Voilà quelle est la concurrence des prolétaires entre eux. Si tous les prolétaires affir-

maient seulement leur volonté de mourir de faim plutôt que de travailler pour la bourgeoisie, celle-ci serait bien contrainte d'abandonner son monopole. Mais ce n'est pas le cas; c'est même une éventualité quasiment impossible et voilà pourquoi la bourgeoisie continue d'être de bonne humeur. (...)

Pour parler français : le travailleur est, en droit et en fait, l'esclave de la classe possédante, de la bourgeoisie; il en est l'esclave au point d'être vendu comme une marchandise et son prix monte et baisse tout comme celui d'une marchandise. Si la demande de travailleurs augmente, leur prix monte; si elle vient à baisser, leur prix diminue; si elle baisse au point qu'un certain nombre de travailleurs ne sont plus vendables et « restent en stock », ils sont laissés pour compte et comme ce n'est pas une occupation qui fasse vivre son homme, ils meurent de faim. Car, pour parler la langue des économistes, les sommes dépensées à leur entretien ne seraient pas « reproduites », ce serait de l'argent jeté par les fenêtres et nul ne gaspille son capital de la sorte. Et, dans cette mesure, la théorie de la population de M. Malthus est parfaitement juste. Toute la différence par rapport à l'esclavage antique pratiqué ouvertement, c'est que le travailleur actuel *semble* être libre parce qu'il n'est pas vendu tout d'une pièce, mais petit à petit, par jour, par semaine, par an, et parce que ce n'est pas un propriétaire qui le vend à un autre, mais bien lui-même qui est obligé de se vendre ainsi; car il n'est pas l'esclave d'un particulier, mais de toute la classe possédante. Pour lui, la chose au fond n'a point changé. »

Friedrich Engels. Extrait de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845)

<http://www.marxists.org/>

Emile POUGET, *Le Sabotage* (1911)

Alors que la grève des cheminots lors de l'automne dernier s'est achevée, entre autre, sur plusieurs sabotages coordonnés, en divers points de l'hexagone, il convient de se questionner et de se documenter sur ce phénomène social et politique. Petit manuel des différents procédés et analyse efficace de ces pratiques, la lecture du *Sabotage* d'Emile Pouget ravira les convaincus et fera réfléchir les autres. Car même si aujourd'hui les bureaucrates syndicaux s'indignent à la place du patron lorsqu'on s'attaque à l'instrument de travail, cette pratique du sabotage a une histoire, en tant que pratique du mouvement ouvrier, et même du mouvement syndical, lorsque les syndicats étaient encore lutte de classe et qu'ils n'avaient pas presque tous viré collabos. Rappelons qu'Emile Pouget, anarchiste, créateur du journal *Le Père Peinard*, fut inculpé et emprisonné plusieurs fois. Il fut aussi l'un de ceux qui marquèrent de leur empreinte le syndicalisme français du début du XXème siècle, et que l'on nomme depuis les anarcho-syndicalistes, en combinant les exigences de la grève générale et de l'action directe.

« Dès qu'un homme a eu la criminelle ingéniosité de tirer profit du travail de son semblable, de ce jour l'exploité a, d'instinct, cherché à donner moins que n'exigeait son patron » (p. 7). Ainsi débute le sabotage, manifestation de « l'antagonisme irréductible qui dresse l'un contre l'autre le capital et le travail » (p. 7). Le sabotage est donc une riposte contre l'exploiteur, une riposte de victime, celle de l'exploité. Et puisqu'ils considèrent le travail comme une marchandise, ça commence avec l'application du principe « à mauvaise paye, mauvais travail », donc on s'attaque à la quantité des objets produits.

Le sabotage s'applique ensuite à la qualité des objets produits, pour les rendre invendables. On s'attaque aussi à la machine, à l'outil. Ça empêchera toujours les jaunes de briser les grèves ! Et « il faut que les capitalistes le sachent : le travailleur ne respectera la machine que le jour où elle sera devenue pour lui une amie qui abrège le travail, au lieu d'être comme aujourd'hui, l'ennemie, la voleuse de pain, la tueuse de travailleurs » (p. 25). Pouget ajoute que le sabotage n'est pas nouveau : les capitalistes le pratiquent déjà, tous les jours et à grande échelle, par la mauvaise qualité voulue des produits, par la diminution des salaires. C'est un sabotage sur le ventre des prolétaires... Il est donc nécessaire de rendre le sabotage conscient et de l'ériger en pratique, au même titre que la grève.

Parce que le sabotage découle de la conception capitaliste selon laquelle le travail est une marchandise. En toute logique capitaliste le patron essaie d'arracher cette marchandise au meilleur prix. Mais le travail est le résultat d'un effort humain, celui d'un homme, capable de révolte. De toute manière le contrat de travail est déjà biaisé car il ne s'agit pas d'un accord neutre entre deux individus égaux : l'un est là pour gagner son pain, l'autre pour avoir encore plus de caviar et il impose ses conditions. Aussi il ne peut y avoir d'entente durable entre patrons et ouvriers, tout juste des trêves, des armistices, car tout oppose exploiters et exploités, les intérêts comme l'idéal.

Et qu'on ne vienne pas objecter au sabotage une question de morale, car comme il y a deux classes distinctes, celle des riches et celle de ceux qui doivent bosser pour (sur)vivre, il y a aussi deux morales distinctes. Un exemple parlant : selon les riches l'oi-

sivété est un vice, mais elle est un vice seulement chez les pauvres ! Une morale naturelle ne donnerait le travail comme désirable seulement pour autant qu'on en a matériellement besoin. Or les capitalistes ont organisé une morale, à coup de discours de philosophes, faisant passer le travail pour sacré. Tout ce qui vise à produire moins est qualifié d'immoral. Cette morale dominante imprègne et pollue la vie des pauvres de la naissance à la mort : tableau d'honneur et félicitations à l'école, image du bon ouvrier, médaille du travail pour le meilleur esclave... Il serait donc inutile de vouloir juger le sabotage avec la morale bourgeoise, comme tout autre acte prolétarien d'ailleurs. Ce serait faire abstraction de l'état de guerre permanent entre le capital et le monde du travail.

Le sabotage consiste donc principalement en un ralentissement de la production pour ceux qui sont payés à la journée ou plus, en une diminution de la qualité pour ceux qui sont payés à la tâche, à la pièce, ou/et encore en rendant inutilisable l'instrument de production. Pouget insiste sur le fait que le consommateur ne doit pas être lésé, « *ne doit pas souffrir de cette guerre faite à l'exploiteur* » (p. 51). Mille petits autres procédés peuvent s'y ajouter, par exemple celui de la « bouche ouverte » qui balance toutes les saloperies faites par le patron, afin de faire le vide autour de lui. Car il y a toujours des employés au courant des arnaques pratiquées par le patron. Parallèlement à tout ces sabotages sans quitter son poste de travail il faut ajouter que le sabotage peut aussi être un puissant allié en cas de grève. Notamment en sabotant l'outil de production pour d'une part pourrir le travail des jaunes et d'autre part empêcher le remplacement des grévistes. Pouget qualifie de premier devoir le fait de réduire à l'impuissance les instruments de travail en cas de grève, en faisant cette besogne en même temps, dans les centres importants et au moment de la déclaration de la grève. Car sans ça les travailleurs vont à la défaite, ce n'est donc pas une question de plaisir, mais de motivation. Du sabotage des machines dépend le succès ou l'échec d'un mouvement.

Un autre procédé moins connu est celui de l'obstructionnisme, qui consiste à faire son travail avec le plus grand soin possible, engendrant ainsi une lenteur excessive n'étant que le résultat de l'application des circulaires et règlements. Et là ça peut foutre un bordel et un retard qu'on imagine même pas ! Pouget le décrit très bien avec l'exemple des chemins de fer. En général le patron, l'Etat, cède assez rapidement. Un autre procédé encore peut être celui de la gratuité des services, des transports, des produits...

Le camarade Pouget conclut en rappelant le principe de base : le sabotage a toujours pour but de viser le patron à la caisse. Et ceux qui s'indignent contre le sabotage, comme par hasard on ne les entend jamais brailler contre le sabotage pratiqué par la société capitaliste. Et pour cause, car ce sont les bénéficiaires de ce sabotage-là ! Patrons, ministres, bureaucrates syndicaux, à bon entendeur... Le sabotage capitaliste s'étend à toutes les dimensions de la vie et à la vie elle-même. Le sabotage prolétarien ne vise que les coffres-forts. Alors, à l'heure où ceux qui prétendent nous défendre collaborent avec les riches, n'oublions pas que tout système possède son point faible, à nous de le trouver.

Emile Pouget, *Le Sabotage*, <http://kropot.free.fr/Pouget-sabotage.htm>

Toi aussi fabrique un
Organisme Génétiquement Modifié
et dépose ton brevet !



Mode d'emploi :

tu prends un peu de l'un pour mettre dans l'autre afin d'avoir de nouvelles propriétés super utiles.

Par exemple :

1. Du Poisson
 - a. Une fraise
 - b. Un sans-papier
 - c. Un Sarkozy

1+a = Du poisson dans la fraise pour qu'elle résiste au gel... Bien vu mais c'est déjà fait. Tu ne peux pas déposer de brevet.

1+b = Du poisson dans un sans-papier pour qu'il puisse se faufiler à travers le courant... Pas mal, tu peux peut-être te faire des thunes mais au black !

1+c = Du poisson dans Sarko pour pouvoir le pêcher plus facilement et en faire ce que tu veux avec... Bonne idée mais attention à la contamination : si tu le manges, tu deviens un OGM... et surtout ne le relâche pas stp !

A ton tour : tu peux utiliser les mots suivants et en rajouter / supprimer...

du café, un Bush, un avion, le Chiapas, 2 tours, un chômeur,
un journal, la télévision, une poubelle, un termite, une voiture, un arbre,
une bombe, une maison blanche, un anti, un capitaliste...